



Un ministère pour tous, tous pour le Ministère

La démission du gouvernement de Manuel Valls est la conséquence d'une crise politique très grave et de désaccords profonds au sein de la majorité. Depuis plusieurs mois déjà des voix toujours plus nombreuses se sont élevées dans le camp même du Président de la République et du Premier ministre pour faire entendre que l'austérité était une impasse et dénoncer les souffrances grandissantes qu'elle engendre.

La composition du gouvernement devrait être annoncée dans la journée. Mais ce qui se prépare n'annonce rien de bon : François Hollande et Manuel Valls, sourds à la fronde et aux revendications sociales, s'appêtent sans aucun doute à imposer un nouveau virage libéral servi par une équipe aux ordres. Le « pacte de responsabilité » est le symbole révoltant de cette politique qui préfère les cadeaux au MEDEF (220 milliards d'euros - pacte de responsabilité et crédit d'impôt compétitivité emploi inclus - ont déjà été offerts au patronat) à la relance réelle de l'économie, au redressement de l'industrie, à la création d'emplois, et au respect des engagements pris devant les électeurs.

Non seulement ces orientations constituent une forme de bombe à retardement mais elles ont déjà largement montré leur nocivité. Tous les signaux économiques et sociaux sont en effet allumés. Persister dans cette voie serait proprement irresponsable mais c'est pourtant ce que va faire un pouvoir affaibli et incapable de se libérer du dogme qui étouffe les pays et les peuples européens.

Dans ce contexte extrêmement difficile et tendu, Aurélie Filippetti, la ministre de la culture et de la communication, a fait le choix de s'adresser dès hier après-midi au Président de la République et au Premier ministre dans une lettre ouverte. Cette lettre ouverte constitue un geste politique fort dont nous prenons acte. Si elle confirme les divergences et les clivages qui divisent la majorité gouvernementale, elle en dit long également sur le peu de considération de l'Elysée et de Matignon pour la culture et son ministère.

Le ministère de la culture est ainsi au cœur de la tempête politique et médiatique qui fait rage. Et ceci ne doit rien au hasard. La culture et les politiques publiques culturelles, nous le savons bien, sont la condition sine qua non d'une politique de transformation sociale et de progrès. La culture est aussi ce rempart indispensable et hélas encore si fragile contre toutes les idées nauséabondes et les replis mortifères, contre les atteintes aux libertés fondamentales, au droit à la citoyenneté et à vivre de son travail dignement.

Si nous ne connaissons pas encore le nom de la prochaine ou du prochain ministre, nous voulons dès à présent lui envoyer un message fort et clair. La CGT-Culture est prête à se battre pied à pied aux côtés des agents pour la défense du ministère, de son action, de ses politiques, et de ses moyens financiers et en emplois. La CGT-Culture ne manquera pas non plus de rappeler les engagements d'Aurélie Filippetti en matière d'amélioration des carrières des personnels.

Avec toute la CGT et avec l'ensemble des personnels et des professionnels de la culture, nous allons poursuivre sans aucune concession le combat que nous menons contre les orientations de François Hollande et de son Premier ministre. Nous considérons en effet qu'il est de notre responsabilité de faire le maximum pour faire obstacle à des politiques qui annoncent le pire et pour obtenir par la mobilisation, et y compris dans la rue, un changement de cap indispensable et urgent.